

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet | Entrées Asturies
10 Avenue de Paris
62400 Béthune

Béthune, le 11/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/05/2022

Contexte et constats

Publié sur

GÉORISQUES

MC CAIN ALIMENTAIRE

483 RUE DU BEAU-MARAIS
62400 Béthune

Références : TD/MCG/134-2022

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/05/2022 dans l'établissement MC CAIN ALIMENTAIRE implanté 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ce contrôle a été mené de manière inopiné, afin de contrôler la qualité des effluents aqueux sortant de la station d'épuration interne du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MC CAIN ALIMENTAIRE
- 483 RUE DU BEAU-MARAIS 62400 Béthune
- Code AIOT dans GUN : 0007000661
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société Mc CAIN exploite sur la commune de BETHUNE une usine de fabrication de frites surgelées. Cette usine utilise de l'eau de process, qui est traitée au sein de l'usine par une station d'épuration.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle inopiné de la qualité des effluents aqueux sortant de la station d'épuration interne du site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
rejets effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 15/01/2009, article Article 4 partiellement	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
rejets effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/01/1992, article 3.3.8.1 partiellement	/	Sans objet
rejets effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/01/1992, article 3.3.8.2 partiellement	/	Sans objet
rejets effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article article 1er	/	Sans objet
rejets effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 08/01/1992, article AP du 08/01/92 modifié par APC du 02/02/99, article 3.3.9.1 partiellement	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence un léger dépassement des valeurs limites d'émission sur le paramètre azote kjeldahl (concentration et flux) et sur le paramètre matières grasses (concentration)

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : rejets effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1992, article 3.3.8.1 partiellement
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Contrôle des effluents 3.3.8.1. prélèvements Avant rejet au milieu naturel, l'ouvrage d'évacuation des rejets d'eaux résiduaires sera équipé d'un dispositif de prélèvement automatique. Le système effectuera le prélèvement d'une quantité d'effluent à intervalles de temps réguliers ou proportionnels au débit permettant la prise d'échantillons moyens représentatifs sur 24 heures et réfrigérés à 4°C. ... Ces installations devront être accessibles au service des installations classées ainsi qu'au service chargé de la police des eaux.
Constats : Un système de prélèvement automatique d'échantillons proportionnés au débit est mis en place. Le local conservant les échantillons est réfrigéré. Le rejet eaux usées sortant de la station d'épuration interne dispose d'un point de prélèvement et de mesure. Ce point de prélèvement et de mesure dispose d'un venturi permettant de réaliser des mesures représentatives de l'effluent rejeté. Ce point est aisément accessible et permet des interventions en toute sécurité.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : rejets effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1992, article 3.3.8.2 partiellement
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Contrôle des effluents 3.3.8.2. Mesures du débit Avant rejet au milieu naturel, l'ouvrage d'évacuation des rejets d'eau résiduaires sera équipé d'un dispositif de mesure : - du débit en continu avec enregistrement.
Constats : L'exploitant dispose d'un dispositif de mesure du débit en continu
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : rejets effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article article 1er
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : L'arrêté préfectoral de l'exploitant lui impose la réalisation d'une autosurveillance des rejets aqueux sortant de la station d'épuration interne et l'envoi des résultats à l'inspection des installations (références : article 3.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1992 modifié par l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 2 février 1999 et l'article 3.3.9.2. de l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1992). Il a été constaté, via l'outil information GIDAF mis en place par le ministère, que l'exploitant a bien effectué sa télédéclaration pour les 3 derniers mois.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : rejets effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/01/1992, article AP du 08/01/92 modifié par APC du 02/02/99, article 3.3.9.1 partiellement
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Autosurveillance / Modalités Une autosurveillance du rejet d'eaux résiduares sera effectuée suivant les conditions ci-après : ... - sur le rejet après traitement : paramètres / fréquence / ... température : journalière pH : journalière ...
Constats : Il a été constaté que : Le pH et la température sont suivis en continu.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : rejets effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2009, article Article 4 partiellement
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : débit : inférieur à 3600 m3/j MES : concentration < 100 mg/L et flux < 300 kg/j DCO : concentration < 150 mg/L et flux < 450 kg/j DBO5 : concentration < 50 mg/L et flux < 150 kg/j Azote global : concentration < 30 mg/L et flux < 90 kg/j NTK : concentration < 15 mg/L et flux < 45 kg/j Phosphore total : concentration < 10 mg/L et flux < 30 kg/j Matières grasses : concentration < 15 mg/L et flux < 45 kg/j
Constats : Suite au contrôle inopiné réalisé le 9 mai, le rapport du laboratoire LDAR fournit les résultats d'analyse suivants : débit : 2330 m3/j MES : concentration = 15 mg/L et flux = 34,9 kg/j DCO : concentration = 13 mg/L et flux = 30,3 kg/j DBO5 : concentration = 7 mg/L et flux = 16,3 kg/j azote global : concentration = 22 mg/L et flux = 51,3 kg/j NTK : concentration = 22 mg/L et flux = 51,3 kg/j phosphore total : concentration = 1,6 mg/L et flux = 3,73 kg/j substances extractibles à l'hexane : concentration = 16 mg/L et flux = 37,3 kg/j
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

PROJET D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'activité des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LEFRANC en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2009 réglementant les valeurs limites d'émission des rejets aqueux de la station d'épuration interne du site MC CAIN à BETHUNE ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite au contrôle des installations exploitées par la société MC CAIN à BETHUNE réalisé le 9 mai 2022 ;

Considérant que lors du contrôle susmentionné, l'inspection des installations classées a constaté le non-respect de certaines des dispositions des arrêtés préfectoraux ou ministériels susvisés ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions concernées des arrêtés préfectoraux ou ministériels, afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1, titre 1^{er}, livre V du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-10-19 du 24 août 2020 portant délégation de signature ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRÊTÉ :

Article 1

La société MC CAIN ALIMENTAIRE, dont le siège social est situé parc entreprises motte du bois, 62440 HARNES, est mise en demeure, pour son site situé 483 rue du beaumarais, 62400 BETHUNE, de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2

Dans un délai n'excédant pas 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant devra respecter les valeurs limite d'émission suivantes définies à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2009 :

- concentration en azote kjeldahl (NTK) : 15 mg/L
- flux en azote kjeldahl (NTK) : 45 kg/j
- concentration en substances extractibles à l'hexane : 15 mg/L

Le présent arrêté préfectoral de mise en demeure sera respecté lorsque l'exploitant aura transmis à M. le Préfet un rapport d'analyse, réalisé par un laboratoire externe au site, indiquant le respect des valeurs limite d'émission par rapport aux paramètres concentration et flux en azote kjeldahl et concentration en substances extractibles à l'hexane. Le respect de ces trois paramètres permettra de s'assurer du respect du présent arrêté.

Il est toutefois demandé à l'exploitant de réaliser ce rapport d'analyse par un laboratoire externe sur l'ensemble des paramètres contrôlés le 9 mai 2022.

Article 3

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.421-1 du code de la justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 6

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais et M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Nord Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.